

FEDERATION ROYALE MAROCAINE DE FOOTBALL



STATUTS

Table des matières

Terminologie et acronymes	5
CHAPITRE PREMIER	6
DISPOSITIONS GENERALES	6
ARTICLE 1 : CONSTITUTION ET DENOMINATION.....	6
ARTICLE 2 : DUREE	6
ARTICLE 3 : SIEGE SOCIAL	6
ARTICLE 4 : DRAPEAU, EMBLEME ET SIGLE	6
ARTICLE 5 : OBJET	6
ARTICLE 6 : NEUTRALITÉ ET NON-DISCRIMINATION	8
CHAPITRE II	9
COMPOSITION DE LA FRMF	9
ARTICLE 7 : COMPOSITION	9
ARTICLE 8: CONDITIONS D'ADMISSION	10
ARTICLE 9 : DROITS DES MEMBRES	11
ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DES MEMBRES.....	11
ARTICLE 11 : INDEPENDANCE DES MEMBRES ET DE LEURS ORGANES	12
ARTICLE 12 - STATUTS DES CLUBS, LIGUES, ASSOCIATIONS ET AUTRES GROUPES DE CLUBS.....	13
ARTICLE 13 : SUSPENSION	13
ARTICLE 14 : EXCLUSION	13
ARTICLE 15 : DEMISSION – DISSOLUTION ANTICIPEE – AUTRES CAS DE PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE	14
CHAPITRE III	14
ORGANISATION DE LA FRMF	14
ARTICLE 16 : ORGANES DE LA FRMF.....	14
SECTION 1	15
L'ASSEMBLEE GENERALE	15
ARTICLE 17 : COMPOSITION	15
ARTICLE 18 : REPRESENTATION	15
ARTICLE 19 : ATTRIBUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	16
ARTICLE 20 : QUORUM ET DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	17
ARTICLE 21 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	18
ARTICLE 22 : ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	19
ARTICLE 23 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.....	19
ARTICLE 24 : MODIFICATION DES STATUTS.....	20
SECTION 2	20
LE COMITE DIRECTEUR	20
ARTICLE 25 - COMPOSITION – ELECTIONS.....	20
ARTICLE 26 : SEANCES DU COMITE DIRECTEUR	23
ARTICLE 27 : VACANCE	24
ARTICLE 28 : COMPETENCES DU COMITE DIRECTEUR	25
ARTICLE 29 : REVOCATION D'UNE PERSONNE OU D'UN ORGANE	26
SECTION 3	26

LE PRESIDENT	26
ARTICLE 30 : LE PRESIDENT	26
SECTION 4.....	28
LE SECRETARIAT GENERAL.....	28
ARTICLE 31 : LE SECRETARIAT GENERAL.....	28
ARTICLE 32 : LE SECRETAIRE GENERAL	28
SECTION 5.....	29
LES ORGANES JURIDICTIONNELS	29
ARTICLE 33 : ORGANES JURIDICTIONNELS DE LA FRMF	29
ARTICLE 34 : COMMISSION CENTRALE DE DISCIPLINE	30
ARTICLE 35 : COMMISSION CENTRALE D'APPEL.....	31
ARTICLE 36 : LA COMMISSION ELECTORALE	32
ARTICLE 37 : LA COMMISSION D'ETHIQUE.....	32
ARTICLE 38 : LA COMMISSION DE CONTROLE DE GESTION	32
SECTION 6.....	33
COMMISSIONS PERMANENTES ET AD HOC DE LA FRMF	33
ARTICLE 39 : LES COMMISSIONS PERMANENTES ET AD HOC DE LA FRMF	33
ARTICLE 40 : COMMISSION D'ARBITRAGE.....	35
ARTICLE 41 : COMMISSION DE MEDECINE DU SPORT.....	35
ARTICLE 42 : COMMISSION D'ORGANISATION DES COMPETITIONS.....	35
ARTICLE 43 : COMMISSION DES ETUDES, DES REFORMES ET DE LA FORMATION	36
ARTICLE 44 : COMMISSION DES STATUTS ET REGLEMENTS.....	36
ARTICLE 45 : COMMISSION MARKETING ET COMMUNICATION	36
ARTICLE 46 : COMMISSION DES INFRASTRUCTURES.....	36
ARTICLE 47: COMMISSION DE COORDINATION AVEC LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL	36
ARTICLE 48 : COMMISSION DU FOOTBALL FEMININ	37
ARTICLE 48 bis : COMMISSION DE FUTSAL ET BEACH SOCCER	37
ARTICLE 49 : COMMISSION DE COORDINATION AVEC LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL AMATEUR	37
ARTICLE 50 : COMMISSION DU FOOTBALL DES JEUNES.....	37
ARTICLE 51 : COMMISSION DES FINANCES	37
ARTICLE 52 : COMMISSION DE L'AUDIT INTERNE	38
ARTICLE 53 : COMMISSION RELATIONS AVEC LES LIGUES REGIONALES	38
ARTICLE 54 : COMMISSION DES EQUIPES NATIONALES.....	38
ARTICLE 55 : COMMISSION DU STATUT DU JOUEUR	38
CHAPITRE IV	39
LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL	39
ARTICLE 56 : LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL	39
CHAPITRE V	39
LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL AMATEUR	39
ARTICLE 57 : LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL AMATEUR	39
CHAPITRE VI	40
LES LIGUES REGIONALES DE FOOTBALL.....	40
ARTICLE 58:LES LIGUES REGIONALES DE FOOTBALL	40

CHAPITRE VII	41
DROITS ET OBLIGATIONS CONFERES PAR LA LICENCE	41
ARTICLE 59: LICENCE INDIVIDUELLE	41
ARTICLE 60 : DISPOSITIF D’OCTROI DE LICENCES AUX CLUBS	41
CHAPITRE VIII	41
DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	42
ARTICLE 61 : EXERCICE BUDGETAIRE	42
ARTICLE 62: BUDGET	42
ARTICLE 63 : RESSOURCES	42
ARTICLE 64: DEPENSES	43
ARTICLE 65 : COMPTABILITE.....	43
ARTICLE 66 : COTISATION ANNUELLE.....	44
ARTICLE 67 : POURCENTAGE ET PRELEVEMENTS	44
ARTICLE 68 : COMPENSATION	44
CHAPITRE IX	44
LITIGES.....	44
ARTICLE 69: RÉOLUTION DES LITIGES – CLAUSE COMPROMISSOIRE –CHAMBRE	44
DE RESOLUTION DES LITIGES.....	44
ARTICLE 70 : TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT (TAS) :	45
CHAPITRE X.....	45
DISPOSITIONS DIVERSES	45
ARTICLE 71 : COMPETITIONS NATIONALES	46
ARTICLE 72 : COMPETITIONS INTERNATIONALES.....	46
ARTICLE 73: DROITS DE LA FRMF	47
ARTICLE 74: AUTORISATION	47
ARTICLE 74-1 : OBLIGATION DE DISCRÉTION	47
ARTICLE 74-2 : DÉMISSION	47
ARTICLE 74-3 : VOTES ELECTRONIQUES	48
ARTICLE 75 : JOUEURS	48
ARTICLE 76 : INFORMATION DES AUTORITÉS COMPETENTES	48
ARTICLE 77 : CAS NON PREVUS ET DE FORCE MAJEURE	48
ARTICLE 78 : REGLEMENTS GENERAUX	48
ARTICLE 79 : DISSOLUTION.....	49
ARTICLE 80 : ENTREE EN VIGUEUR	49

Terminologie et acronymes

CAF	:	Confédération Africaine de Football
Chambre Arbitrale du Sport	:	Cour de justice privée instituée au sein du CNOM et intervenant en cas de litiges liés au sport national
CNOM	:	Comité National Olympique Marocain
CNRL	:	Chambre Nationale de Résolution des Litiges
Club	:	Association sportive et/ou Société sportive membre de la FRMF (elle-même membre de la FIFA)
Confédération	:	Ensemble des Fédérations reconnues par la FIFA et faisant partie d'un même continent ou de régions géographiques apparentées
UNAF	:	Union Nord-Africaine de Football dont la FRMF est membre
UAFA	:	Union Arabe de Football Association dont la FRMF est membre
Unions Régionales	:	UNAF et UAFA
FIFA	:	Fédération Internationale de Football Association dont la FRMF est membre
Football Association	:	Jeu contrôlé par la FIFA et pratiqué selon les Lois du Jeu
FRMF	:	Fédération Royale Marocaine de Football
IFAB	:	International Football Association Board
Joueur	:	Tout joueur de football enregistré auprès de la FRMF
LNFP	:	Ligue Nationale de Football Professionnel
LNFA	:	Ligue Nationale de Football Amateur
Ligue régionale	:	Association régionale de football subordonnée à la FRMF
Membre	:	Personne morale affiliée la FRMF
Groupement	:	groupe de Membres de la FRMF disposant d'une représentativité au sein de l'Assemblée Générale conformément aux Statuts de la FRMF et qui ne gère pas de droit une compétition
Football diversifié	:	Futsal et Beach Soccer
Officiel	:	Dirigeant, membre d'une Commission, d'un Organe Juridictionnel de la FRMF, arbitre, arbitre assistant, entraîneur, préparateur physique ainsi que toute autre personne (à l'exception des joueurs) responsable des questions techniques, médicales et administrative de la FIFA, d'une confédération, de la FRMF, d'une Ligue ou d'un Club ou toute autre personne tenue de se conformer aux statuts de la FIFA et de la FRMF.
TAS	:	Tribunal Arbitral du Sport dont le siège est situé à Lausanne (Suisse).
Tribunaux ordinaires	:	Tribunaux d'Etat qui statuent sur des litiges juridiques publics et privés.
Assemblée Générale :	:	Organe suprême et législatif de la FRMF

NB : le masculin générique utilisé par souci de concision s'applique au sexe féminin, de même que le singulier peut avoir un sens pluriel et vice-versa.

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : CONSTITUTION ET DENOMINATION

La Fédération Royale Marocaine de Football, par abréviation « FRMF », est une association sportive de droit privé marocain à but non lucratif, fondée en 1956, conformément à la législation et à la réglementation du Royaume du Maroc.

La FRMF est affiliée à la FIFA, à la CAF, à l'UNAF et à l'UAFA.

ARTICLE 2 : DUREE

La durée de la FRMF est illimitée, sauf dissolution prononcée dans les conditions prévues par les présents Statuts.

ARTICLE 3 : SIEGE SOCIAL

Le siège social de la FRMF est fixé à Rabat. Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 4 : DRAPEAU, EMBLEME ET SIGLE

Le drapeau de la Fédération Royale Marocaine de Football est le drapeau national du Royaume du Maroc

L'emblème de la Fédération Royale Marocaine de Football est une rosace constituée d'un ballon de football rouge-blanc laissant entrevoir une étoile à cinq branches frappée d'une couronne dorée au centre. Le ballon s'inscrit dans une bande circulaire verte, portant l'inscription en langues arabe et française de la dénomination de la Fédération, et supportée par quatre bandes de couleur rouge-vert-rouge-vert.

Le sigle de la Fédération Royale Marocaine de Football est « FRMF ».

Les couleurs, l'emblème et le sigle de la FRMF sont dûment enregistrés auprès de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale à Casablanca (OMPIC).

ARTICLE 5 : OBJET

La Fédération Royale Marocaine de Football a pour objet l'accès de tous à la pratique du Football, sous toutes ses formes.

Elle veille au respect du principe de non-discrimination par ses Membres ainsi qu'au respect des règles de déontologie édictées par le mouvement sportif international et particulièrement la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) et la Confédération Africaine de Football (CAF).

A ces fins, la Fédération a pour missions de :

1. organiser, réglementer, encourager, développer et vulgariser la pratique du Football sous toutes ses formes, sur l'ensemble du territoire du Royaume du Maroc et au moyen de toute action appropriée ;
2. améliorer constamment le football, le promouvoir, le contrôler et le réglementer sur l'ensemble du territoire national en tenant compte du fair-play et de son impact universel, éducatif, culturel et humanitaire et ce, en mettant en œuvre des programmes de développement en faveur des jeunes
3. organiser et gérer les compétitions de Football sur le territoire national ;
4. recouvrer et gérer la cotisation fédérale due par ses membres ;
5. réglementer la pratique du Football en fixant notamment les règles techniques régissant la pratique du Football et veiller à les faire respecter ;
6. veiller au respect par ses Membres de la législation et la réglementation en vigueur relative à l'éducation physique et aux sports ainsi que celles relatives à la lutte contre le dopage dans le sport, à la lutte contre la violence lors ou à l'occasion de compétitions ou de manifestations sportives ;
7. faire respecter par ses Membres, ses organes et Officiels, les lois et règlements régissant la pratique du Football au niveau national et international, et notamment les statuts, les règlements, les directives, les décisions, les règles du jeu édictées par l'IFAB et le Code d'éthique, de la FIFA, de la CAF et de la FRMF ainsi que les sentences arbitrales de la Chambre Arbitrale du Sport et du TAS ;
8. défendre les intérêts moraux et matériels du Football en sauvegardant les intérêts communs de ses Membres et en représentant ceux-ci aussi bien auprès des pouvoirs publics, du Comité National Olympique Marocain (CNOM), du Comité national paralympique marocain (CNPM) qu'auprès de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), de la Confédération Africaine de Football (CAF) et des Unions Régionales de Football ;
9. promouvoir l'intégrité, l'éthique et l'esprit sportif en vue d'empêcher que des méthodes ou pratiques telles que la corruption, le dopage ou la manipulation de matches, ne mettent en danger l'intégrité des matches, compétitions, joueurs, Officiels et Membres ou ne donnent lieu à des abus dans le Football association ainsi que prendre les mesures nécessaires à leur prévention ;
10. veiller à la sélection des joueurs et à la désignation des associations sportives et les sociétés sportives devant représenter le Royaume du Maroc lors des compétitions et manifestations sportives internationales ainsi que former et gérer les équipes nationales de Football ;
11. définir et mettre en œuvre le découpage régional optimal pour le développement de la pratique du football ;
12. créer une Ligue Nationale du Football Professionnel (LNFP) de type associatif conformément à la législation marocaine ;
13. créer une Ligue Nationale de Football Amateur (LNFA) de type associatif conformément à la législation marocaine ;
14. accorder, refuser ou retirer l'affiliation aux groupements, aux associations sportives

- agrées et aux sociétés sportives agréées ayant parmi leurs activités sportives la pratique du football ;
15. délivrer aux joueurs et aux Officiels les licences et les autorisations pour la participation aux compétitions et manifestations de football ;
 16. agréer, en tant que de besoin, les intermédiaires conformément aux prescriptions de la FIFA et en publier chaque année la liste ;
 17. contrôler les activités des intermédiaires et veiller à ce que les contrats et les conventions qu'ils ont conclus avec les joueurs, les cadres sportifs, les associations et/ou les sociétés sportives ou tout autre organisateur de matches préservent les intérêts de leurs mandants et du Football et ce, en conformité avec les règlements de la FIFA et de la CAF et de la FRMF en la matière ;
 18. accueillir, organiser, contrôler et superviser les compétitions, quelle qu'en soit la forme, sur le territoire national en définissant les compétences concédées aux différentes ligues qui relèvent d'elle ;
 19. contrôler et superviser toute forme de match international disputé sur le territoire national, conformément aux statuts et à la réglementation de la FIFA ;
 20. contrôler et superviser toutes les rencontres amicales de Football sous toutes ses formes se déroulant sur le territoire national ;
 21. accueillir des compétitions de niveau international ou autres ;
 22. édicter les règles nécessaires à l'homologation et au contrôle de conformité des terrains de football et d'exercer le contrôle de leur conformité ;
 23. exercer un pouvoir disciplinaire à l'égard des sportifs licenciés, cadres sportifs, Officiels, dirigeants et des agents de joueurs et agents de matches ainsi que des ligues, des associations et des sociétés sportives qui relèvent d'elle et à l'égard de toute autre personne qui adhère aux présents Statuts ;
 24. décerner et homologuer les titres nationaux ;
 25. édicter ses Règlements généraux ;
 26. aider et assister les Ligues régionales, la Ligue Nationale du Football Professionnel, la Ligue Nationale de Football Amateur, les associations sportives et sociétés sportives ;
 27. établir et coordonner un calendrier annuel des compétitions nationales et des réunions internationales et veiller à son respect ;
 28. œuvrer pour le développement des infrastructures d'accueil du public et de la pratique du Football en formulant des propositions et des actions de sensibilisation, en ce sens, aux autorités compétentes ;
 29. gérer les relations sportives internationales en matière de Football association sous toutes ses formes.

ARTICLE 6 : NEUTRALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

La FRMF et ses Membres sont neutres d'un point de vue politique et religieux

Tout Membre de la FRMF s'interdit expressément, sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion, toute incitation à la discrimination ou à la haine contre un pays, une personne ou un groupe de personnes en raison de son origine nationale ou sociale, de sa couleur, de son sexe, de sa situation de famille, de son état de santé, de son handicap, de son

opinion politique, de son appartenance syndicale ou de son appartenance ou non appartenance vraie ou supposée à une race, nation, ethnie ou religion.

CHAPITRE II

COMPOSITION DE LA FRMF

ARTICLE 7 : COMPOSITION

La FRMF se compose de Membres Actifs et de Membres d'honneur.

a. Sont Membres Actifs :

- ✓ les clubs constitués en associations sportives et/ou en sociétés sportives représentant les différentes catégories de football national conformément aux dispositions de l'article 18 des présents Statuts,
- ✓ les Ligues régionales constituées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et ayant expressément adhéré aux présents Statuts et aux Règlements généraux de la FRMF,
- ✓ le Groupement du football féminin régulièrement constitué et affilié à la FRMF,
- ✓ le Groupement du Futsal régulièrement constitué et affilié à la FRMF,
- ✓ le Groupement du Beach Soccer régulièrement constitué et affilié à la FRMF,
- ✓ le Groupement des anciens joueurs internationaux et des anciens joueurs professionnels marocains régulièrement constitué et affilié à la FRMF,
- ✓ le Groupement des anciens arbitres internationaux et anciens arbitres de la division supérieure, régulièrement constitué et affilié à la FRMF,
- ✓ le Groupement d'entraîneurs régulièrement constitué et affilié à la FRMF,
- ✓ la Ligue Nationale de Football Professionnel, représentée aux Assemblées Générales au travers des clubs professionnels de 1^{ère} Division et 2^{ème} Division,
- ✓ la Ligue Nationale de Football Amateur, représentée aux Assemblées Générales au travers des clubs du championnat « National », « Amateurs 1^{ère} Division » et « Amateur 2^{ème} Division ».

b. Sont membres d'honneur :

- les personnes physiques ou morales qui rendent ou ont rendu des services à la cause du Football marocain. Cette qualité est décernée par l'Assemblée Générale, sur proposition du Comité Directeur de la FRMF ;
- les membres nationaux de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), de la Confédération Africaine de Football (CAF) et des Unions Régionales Football.

Les Membres d'honneur ne peuvent participer à l'Assemblée Générale qu'avec une voix consultative

ARTICLE 8: CONDITIONS D'ADMISSION

Pour être Membre de la FRMF, les personnes morales doivent :

- être régulièrement constituées et fonctionner conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- être à jour de leurs cotisations annuelles ;
- avoir adhéré aux présents Statuts et Règlements généraux de la FRMF.

L'Assemblée Générale décide de l'admission, de la suspension et de l'exclusion des Membres.

L'admission ne peut être accordée que si le candidat répond aux exigences de la FRMF notamment la compatibilité de son organisation et de son objet social avec les présents Statuts et Règlements généraux.

La procédure d'admission est régie par les Règlements généraux de la FRMF et notamment par le Règlement d'affiliation de la FRMF.

Le Comité Directeur recommande à l'Assemblée Générale l'admission ou le refus du candidat.

Le nouveau Membre acquiert les droits et se soumet aux obligations découlant de sa qualité de Membre dès que son admission est effective.

Les candidats doivent obligatoirement joindre à leur demande d'affiliation ou à l'occasion du renouvellement annuel d'adhésion, les documents suivants.

1. un exemplaire de leurs statuts et règlement intérieur, conformes à la réglementation en vigueur,
2. un chèque du montant de la cotisation annuelle fixée par l'Assemblée Générale (qui sera retourné en cas de refus d'affiliation).
3. une liste de leurs organes de représentation et de leurs officiels en précisant ceux qui, par leur signature, ont le droit de conclure des accords juridiquement contraignants avec des tiers ou souscrire à d'autres engagements.
4. le registre de l'ensemble de leurs adhérents et/ou membres au 31 décembre de l'année précédente ;
5. une copie du procès-verbal de leur dernière Assemblée Générale ou de leur Assemblée Constitutive accompagné du récépissé de dépôt auprès des autorités compétentes ;
6. une déclaration sur l'honneur de leur représentant qui accepte expressément les Statuts, les Règlements et les décisions de la FIFA, de la CAF, et de la FRMF ;
7. une déclaration sur l'honneur de leur représentant qui accepte que les Organes juridictionnels de la FRMF, la Chambre Arbitrale du Sport, le TAS comme seuls instances de traitement des litiges et par laquelle il garantit que ses propres membres, clubs, officiels et joueurs s'y conformeront également ;
8. une déclaration par laquelle il accepte de se conformer aux Lois du Jeu en vigueur ;
9. une déclaration par laquelle il reconnaît qu'il est situé sur le territoire marocain ;
10. une déclaration stipulant que la composition juridique du candidat garantit qu'il est en mesure de prendre des décisions indépendamment d'une entité extérieure ;

11. une déclaration sur l'honneur par laquelle ils s'engagent à n'organiser des matches amicaux ou à n'y participer que s'ils ont préalablement reçu l'accord de la FRMF ;
12. pour les associations et sociétés sportives, une attestation de domiciliation délivrée par le propriétaire du terrain de jeu sur lequel le candidat disputera ses compétitions, et ce, conformément aux prescriptions des règlements des compétitions de la FRMF ;
13. une déclaration par laquelle il certifie qu'il ne portera pas de questions d'interprétation et d'application des statuts, de la réglementation, des décisions et directives de la FIFA, de la CAF et de la FRMF devant des Tribunaux ordinaires, sauf si la FIFA, la CAF, la FRMF prévoit ou stipule un tel recours à des Tribunaux ordinaires.

ARTICLE 9 : DROITS DES MEMBRES

Les Membres Actifs de la FRMF jouissent des droits suivants :

1. participer à l'Assemblée Générale de la Fédération et en connaître à l'avance l'ordre du jour, y être convoqué dans les délais et y exercer un droit de vote le tout par l'entremise de leur(s) Délégué(s) ;
2. formuler des remarques concernant les points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale et, le cas échéant, faire des propositions pour l'enrichir en conformité avec les statuts des Membres ;
3. s'informer des affaires de la Fédération par le biais de ses instances et structures dédiées à cet effet ;
4. prendre part, le cas échéant, aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par la Fédération ;
5. exercer tous les autres droits découlant des présents Statuts et Règlements généraux de la Fédération.

L'exercice de ces droits est soumis aux réserves découlant des autres dispositions des présents Statuts et Règlements applicables.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DES MEMBRES

Tout Membre de la FRMF doit :

1. observer rigoureusement les dispositions des présents Statuts et des Règlements généraux de la Fédération, ainsi que les directives et les décisions prises par la FRMF, la FIFA, la CAF, le CNOM, la Chambre Arbitrale du Sport et le TAS et les faire respecter par ses propres membres ;
2. respecter l'éthique sportive et les règles du jeu telles qu'établies par la FRMF et les faire respecter par ses propres membres ;
3. s'interdire tout recours aux Tribunaux ordinaires pour résoudre les conflits liés au football et privilégier la procédure d'arbitrage conformément aux conditions fixées par les présents Statuts ;

4. n'entretenir aucune relation de nature footballistique avec des entités non Membres de la FRMF ou non reconnues par celle-ci, la CAF ou la FIFA; ou avec des Membres qui en ont été suspendus ou radiés ;
5. communiquer à la FRMF toute modification de ses statuts et règlements, la liste de ses officiels ou des personnes habilitées, par leur signature, à l'engager juridiquement vis-à-vis des tiers ;
6. garantir la légitimité de ses organes décisionnels qui doivent être élus démocratiquement au plus tous les quatre (4) ans ;
7. convoquer son organe suprême et législatif à intervalles réguliers, en général tous les ans ;
8. prendre part aux compétitions et activités placées sous l'égide de la FRMF ;
9. payer sans délai ses cotisations ;
10. respecter les Lois du Jeu telles qu'établies par l'IFAB et les lois du jeu de Beach soccer et de Futsal telles qu'établies par la FIFA et les faire observer par ses propres membres par le biais d'une disposition statutaire ;
11. adopter une clause statutaire prévoyant que tous les litiges arbitrables impliquant lui-même ou l'un de ses membres et relatifs aux statuts, règlements directives et décisions de la FIFA, de la CAF, de la FRMF ou des Ligues seront exclusivement soumis à la compétence des Organes juridictionnels de la FRMF, de la FIFA, de la CAF, de la Chambre Arbitrale du Sport et du TAS et que tout recours à tout Tribunal ordinaire est interdit ;
12. respecter, par le biais d'une disposition statutaire, les principes de la loyauté, de l'intégrité et de l'esprit sportif en tant qu'expression du fair-play ;
13. observer pendant toute leur affiliation, les conditions obligatoires stipulées dans les présents Statuts ;
14. gérer un registre des membres qui doit être régulièrement tenu à jour ;
15. adopter des statuts qui sont conformes aux exigences stipulées dans les Statuts de la FRMF ;

La violation de ses obligations par un Membre entraîne les sanctions prévues par les présents Statuts.

ARTICLE 11 : INDEPENDANCE DES MEMBRES ET DE LEURS ORGANES

Chaque Membre doit diriger ses affaires en toute indépendance sans l'ingérence d'aucun tiers.

Les organes des Membres ne peuvent être désignés que par voie d'élection. Les statuts des membres doivent prévoir un système leur assurant une indépendance totale lorsqu'ils procèdent aux élections.

La FRMF ne reconnaît pas les organes d'un Membre n'ayant pas été élus. Cela vaut également pour les organes élus uniquement à titre intérimaire.

La FRMF ne reconnaît pas les décisions d'organes n'ayant pas été élus conformément aux présents Statuts.

ARTICLE 12 - STATUTS DES CLUBS, LIGUES, ASSOCIATIONS ET AUTRES GROUPES DE CLUBS

Les Clubs, les Ligues ou tout autre groupe de Clubs affiliés à la FRMF sont subordonnés à la FRMF et doivent être reconnus par elle. Les compétences, les droits et obligations de ces clubs, ligues et groupements sont stipulés dans leurs statuts. Leurs statuts et règlements doivent être approuvés par le Comité Directeur de la FRMF.

Chaque Club, Ligue et groupe de Clubs affilié à la FRMF doit être apte à prendre toutes les décisions qu'implique son affiliation à la FRMF indépendamment de toute entité externe. Cette obligation est valable quelle que soit sa forme juridique.

Dans tous les cas, aucune personne physique ou morale (holding et filiales comprises) ne doit contrôler plus d'un Club ou groupe de Clubs lorsque cela risque de porter atteinte à l'intégrité du jeu ou d'une compétition.

ARTICLE 13 : SUSPENSION

Le Comité Directeur de la FRMF est compétent pour suspendre un Membre. Tout Membre coupable de violations graves de ses obligations peut être suspendu avec effet immédiat par le Comité Directeur. Si elle n'est pas levée entre-temps par le Comité Directeur, la suspension est valable jusqu'à l'Assemblée Générale suivante.

Toute suspension doit être confirmée lors de l'Assemblée Générale par la majorité (plus de 50%) des Délégués représentant les membres présents et ayant le droit de vote, faute de quoi elle est automatiquement levée.

La suspension entraîne la perte automatique des prérogatives liées au statut de Membre. Il est interdit aux autres Membres d'entretenir des relations sur le plan sportif avec un Membre suspendu. La Commission Centrale de Discipline peut infliger d'autres sanctions

Les Membres qui ne participent pas aux activités sportives de la FRMF pendant deux (2) saisons consécutives sont suspendus de leur droit de vote à l'Assemblée Générale et leurs représentants ne peuvent pas être élus ni convoqués tant qu'ils n'ont pas rempli leurs obligations à cet égard.

ARTICLE 14 : EXCLUSION

L'Assemblée Générale peut exclure tout Membre :

a) n'ayant pas honoré ses engagements financiers envers la FRMF après mise en demeure restée infructueuse ;

- b) coupable de violation graves des Statuts, des règlements, des directives ou des décisions de la FIFA, de la CAF, des Unions Régionales ou de la FRMF ;
- c) référant un litige à un Tribunal ordinaire, sauf si la réglementation de la FIFA, ou de la CAF ou de la FRMF, ou des dispositions juridiques contraignantes prévoient ou stipulent un tel recours à des Tribunaux ordinaires.

Toute exclusion nécessite la présence de la majorité (plus de 50%) des Délégués ayant le droit de vote et requiert la majorité des trois-quarts (3/4) des suffrages valablement exprimés.

ARTICLE 15 : DEMISSION – DISSOLUTION ANTICIPEE – AUTRES CAS DE PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

Tout Membre peut démissionner de la FRMF en annonçant sa décision par lettre recommandée au Secrétariat Général de la FRMF au moins six (6) mois avant la fin de la saison en cours.

La démission n'est valable juridiquement qu'à compter du règlement de toutes ses obligations financières à l'égard de la FRMF et des autres Membres.

La qualité de Membre se perd également par la dissolution anticipée ou par la décision définitive d'une instance judiciaire compétente. Pour les Membres d'honneur, la qualité de membre se perd également par le décès du Membre.

Dans tous les cas, la perte de la qualité de Membre ne libère pas celui-ci de ses obligations financières à l'égard de la FRMF et des autres Membres.

CHAPITRE III

ORGANISATION DE LA FRMF

ARTICLE 16 : ORGANES DE LA FRMF

Les Organes de la FRMF sont :

- l'Assemblée Générale : organe législatif et instance suprême de la FRMF ;
- le Comité Directeur : organe exécutif ;
- le Secrétariat Général : organe administratif ;
- les Organes Juridictionnels ;
- les Commissions permanentes et ad hoc ;
- Organes chargés de l'octroi des licences aux clubs (Organe de première instance et Organe d'appel) ;

- la Chambre Nationale de Résolution des Litiges.

Les Organes de la FRMF sont soit élus, soit désignés par la FRMF sans influence extérieure et conformément aux procédures décrites dans les présents Statuts.

SECTION 1 **L'ASSEMBLEE GENERALE**

ARTICLE 17 : COMPOSITION

L'Assemblée Générale de la FRMF est composée des représentants des personnes morales ayant la qualité de Membres Actifs au sein de la Fédération.

Assistent, en qualité d'observateurs, à l'Assemblée Générale, les Membres d'honneur de la Fédération et le représentant de l'Autorité Gouvernementale chargée du sport ainsi que tout observateur dont la présence est jugée nécessaire ou utile par le président de la Fédération.

Peuvent assister également aux réunions de l'Assemblée Générale de la Fédération, à titre d'observateurs, les journalistes sportifs accrédités à cet effet et spécialement invités par le Président de la Fédération.

ARTICLE 18 : REPRESENTATION

Les Membres Actifs sont représentés aux Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires par 53 délégués (ci-après « Délégués ») en tenant compte des différents niveaux de compétition et de la représentativité régionale et professionnelle selon les modalités suivantes :

- Seize (16) Délégués représentant les seize (16) clubs du championnat professionnel de première division;
- Huit (8) Délégués représentant les clubs du championnat professionnel de deuxième division élus par les 16 présidents de clubs de ce championnat conformément aux statuts de la LNFP ;
- Quatre (4) Délégués de clubs du championnat « National », élus par les présidents de club de ce championnat conformément aux statuts de la LNFA.
- Quatre (4) Délégués de clubs du championnat « Amateur 1^{ère} division », élus par les présidents de club de ce championnat conformément aux statuts de la LNFA.

- Quatre (4) Délégués de clubs du championnat « Amateur 2^{ème} division », élus par les présidents de club de ce championnat conformément aux statuts de la LNFA.
- Un (1) Délégué pour chacune des Ligues régionales de football régulièrement constitué et affilié à la FRMF;
- Un (1) Délégué représentant le Groupement national du football féminin régulièrement constitué et affilié à la FRMF ;
- Un (1) Délégué représentant le Groupement national du Futsal régulièrement constitué et affilié à la FRMF;
- Un (1) Délégué représentant le Groupement national Beach-soccer régulièrement constitué et affilié à la FRMF;
- Un (1) Délégué représentant le Groupement des anciens joueurs internationaux et des anciens joueurs professionnels marocains régulièrement constitué et affilié à la FRMF;
- Un (1) Délégué représentant le Groupement des entraîneurs et éducateurs régulièrement constitué et affilié à la FRMF;
- Un (1) Délégué représentant le Groupement des anciens arbitres internationaux et anciens arbitres de la division supérieure régulièrement constitué et affilié à la FRMF.

Chaque Délégué dispose d'une voix.

Pendant la durée de leur mandat, les membres du Comité Directeur ne peuvent être désignés comme Délégués en Assemblée Générale de la FRMF.

Les noms des Délégués sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception à la FRMF trente (30) jours au moins avant l'ouverture des travaux de l'Assemblée Générale.

Chaque Délégué doit faire partie de la catégorie de Membres qu'il représente.

Les Délégués en Assemblée Générale sont les présidents et à défaut les 1^{er} puis seconds vice-présidents des Membres ou catégorie de Membres qu'ils représentent.

Toute personne en cours de suspension, ne peut être désignée comme Délégué pendant toute la durée de sa sanction. Dans ces cas, il sera procédé à une nouvelle élection afin de pourvoir à son remplacement.

ARTICLE 19 : ATTRIBUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale est chargée de:

1. délibérer sur les rapports moral et financier de l'exercice écoulé puis approuver lesdits rapports ;
2. approuver les comptes de l'exercice clos et donner quitus au Comité Directeur après lecture du rapport du (ou des) Commissaire(s) aux comptes ;
3. délibérer sur les questions mises à l'ordre du jour ;
4. délibérer sur le programme d'action annuel prévisionnel ;
5. approuver le budget de l'exercice suivant ;
6. définir, orienter et contrôler la politique générale de la FRMF ;
7. élire ou révoquer le Comité Directeur conformément aux présents Statuts ;
8. élire ou révoquer les membres des Organes Juridictionnels conformément aux présents Statuts ;
9. se prononcer sur les décisions d'admission, de refus d'admission, de suspension, d'exclusion et de radiation d'un Membre ;
10. émettre toutes propositions ou recommandations à soumettre aux instances compétentes ;
11. mandater, sur proposition du Comité Directeur et pour chaque exercice, un Commissaire aux comptes indépendant pour examiner et certifier les comptes de la Fédération ;
12. fixer le montant des cotisations annuelles sur proposition du Comité Directeur;
13. décerner le titre de Membre d'honneur de la FRMF ;
14. décider du transfert du siège social dans une autre ville du Royaume ;
15. mettre fin, sur proposition du Comité Directeur, au mandat d'un ou de plusieurs Membres d'un organe de la FRMF ;
16. adopter et modifier les Statuts, le Code électoral et le Règlement d'application des statuts de la FRMF ;
17. traiter toute question urgente proposée par le Président de la Fédération ;
18. prononcer la dissolution de la Fédération ;
19. exercer les attributions qui lui sont expressément dévolues en vertu des présents Statuts.

ARTICLE 20 : QUORUM ET DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

1 - Pour les points suivants à l'ordre du jour :

- révocation du Comité Directeur,
- révocation d'un membre d'un Organe juridictionnel de la FRMF,
- exclusion d'un Membre,
- transfert du siège en dehors de la ville de Rabat,
- adoption et modification des Statuts,
- dissolution de la FRMF.

Sauf disposition contraire prévue dans les présents Statuts, l'Assemblée Générale ne peut délibérer valablement que si les deux-tiers (2/3) des Délégués ayant le droit de vote, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est de nouveau convoquée

après un délai d'au moins quinze (15) jours. Elle peut dans ce cas délibérer valablement lorsque la majorité (plus de 50%) des Délégués la composant est présente.

Les décisions portant sur les points à l'ordre du jour ci-dessus énumérés sont prises à bulletin secret à la majorité des deux-tiers (2/3) des suffrages valablement exprimés.

Le vote par correspondance ou par procuration n'est pas admis.

2- Pour tout autre point à l'ordre du jour

Sous réserve de conditions de quorum différentes prévues dans les présents Statuts, l'Assemblée Générale ne peut délibérer valablement que si la moitié (50%) des Délégués ayant le droit de vote, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est de nouveau convoquée après un délai d'au moins quinze (15) jours. Elle peut dans ce cas délibérer valablement sans quorum.

Sauf disposition contraire prévue dans les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité (plus de 50%) des suffrages valablement exprimés par les Délégués présents, soit par vote secret, soit à main levée. En cas de contestation sur le mode de vote, celui par vote secret est adopté.

Le vote par correspondance ou par procuration n'est pas admis.

Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale ou disposition contraire dans les présents Statuts, les décisions qui sont prises par l'Assemblée Générale entrent en vigueur dès leur adoption.

ARTICLE 21 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit une fois par an. Elle doit se tenir quinze (15) jours au moins avant la date prévue pour l'ouverture de la saison sportive. Elle est présidée par le Président de la Fédération ou, à défaut, par l'un des vice-présidents,

L'Assemblée Générale Ordinaire ne peut être convoquée qu'à l'initiative du Président de la Fédération ou à la demande d'au moins la moitié des Délégués plus un ayant le droit de vote.

La date prévue pour l'Assemblée Générale est portée à la connaissance des Membres par le biais du site Internet de la FRMF deux (2) mois avant sa tenue. Les Membres sont alors invités à faire connaître le nom de leurs Délégués au moins trente (30) jours avant la date de l'Assemblée Générale. La convocation formelle de l'Assemblée Générale Ordinaire est portée par courrier à la connaissance des Délégués et des autres personnes autorisées à y assister, vingt (20) jours au moins avant la date fixée pour sa tenue.

ARTICLE 22 : ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Le Secrétaire Général établit l'ordre du jour sur la base des propositions du Comité Directeur et des Membres. Ces propositions doivent être soumises par écrit, dûment motivées et adressées au Secrétariat Général au moins vingt (20) jours avant la date de la réunion. Il doit comporter au minimum les points suivants :

1. la vérification de la conformité de la convocation et du quorum ;
2. approbation de l'ordre du jour
3. allocution d'ouverture du Président de la Fédération;
4. la désignation des scrutateurs et contrôleurs du P.V ;
5. la communication du procès-verbal de l'Assemblée Générale précédente ;
6. la délibération sur les rapports moral et financier ;
7. la communication du rapport du Commissaire aux comptes ;
8. la délibération sur le projet de budget de l'exercice suivant ;
9. l'élection du Comité Directeur lorsque le mandat du Comité Directeur arrive à échéance ou en cas de vacance, conformément aux présents Statuts;
10. l'élection des Organes juridictionnels lorsque leur mandat arrive à échéance ou en cas de vacance, conformément aux présents Statuts ;
11. l'admission d'un Membre sur proposition du Comité Directeur, la radiation d'un Membre ou l'exclusion d'un représentant ou d'un Délégué, le cas échéant ;
12. l'examen des propositions et des vœux présentés à l'Assemblée Générale par les Délégués la composant. Ces propositions et vœux doivent parvenir au Comité Directeur au moins vingt (20) jours avant la date de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

L'ordre du jour et le rapport moral et financier sont adressés aux Délégués à l'Assemblée Générale aux moins dix (10) jours avant la tenue de celle-ci. Ces documents peuvent être également retirés par les membres de l'Assemblée Générale auprès du siège de la Fédération.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer sur aucun point non inscrit à l'ordre du jour.

Le Secrétaire Général est responsable de la rédaction du procès-verbal de l'Assemblée Générale. Le procès-verbal est contrôlé par les scrutateurs désignés à cet effet puis finalement soumis à l'Assemblée Générale suivante.

ARTICLE 23 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée à tout moment par le Président de la Fédération ou en cas d'empêchement par le vice-président de la Fédération pour statuer sur toute question à l'ordre du jour.

Le Président de la Fédération ou en cas d'empêchement, le vice-président de la Fédération, doit convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, lorsqu'au moins les deux-tiers (2/3) des Délégués représentant les Membres en font la demande. L'Assemblée Générale Extraordinaire doit alors être réunie dans un délai maximum de deux (2) mois. Si tel n'est pas le cas, les Délégués qui ont demandé la convocation peuvent convoquer eux-mêmes l'Assemblée Générale en indiquant les points à l'ordre du jour. A cet effet, ils devront adresser une requête commune signée par eux au Secrétariat Général de la FRMF qui vérifiera que les conditions sont remplies et procédera, le cas échéant, à la convocation formelle. En dernier recours, ils peuvent saisir la FIFA ou la CAF.

Le lieu, la date et l'ordre du jour doivent être communiqués aux Membres au moins quinze (15) jours avant la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée à l'initiative du Comité Directeur, celui-ci en détermine l'ordre du jour. Lorsqu'il est convoqué à la requête des membres, l'ordre du jour doit contenir les points soulevés par ces derniers.

Aucune modification ne peut être apportée à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Le Secrétaire Général est responsable de la rédaction du procès-verbal de l'Assemblée Générale. Le procès-verbal est contrôlé par les scrutateurs désignés à cet effet puis finalement soumis à l'Assemblée Générale suivante.

ARTICLE 24 : MODIFICATION DES STATUTS

L'Assemblée Générale est compétente pour modifier les Statuts.

Les propositions de modification des Statuts, écrites et motivées peuvent être proposées par les deux-tiers (2/3) des Délégués ou par le Comité Directeur et remises au Secrétariat Général vingt (20) jours au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale.

La ou les modifications sont votées à la majorité des deux-tiers (2/3) des suffrages valablement exprimés par les Délégués présents ayant droit de vote.

Les nouveaux Statuts ainsi adoptés n'entreront en vigueur qu'après ratification par les organes de la FIFA conformément à ses Statuts.

SECTION 2 **LE COMITE DIRECTEUR**

ARTICLE 25 - COMPOSITION - ELECTIONS

1- Composition :

Outre le Président de la FRMF, le Président de la Ligue Nationale de Football Professionnel et le Président de la Ligue Nationale du Football Amateur qui en sont membres de droit, le Comité Directeur est composé de quatorze (14) autres membres représentant les Clubs, Ligues

et Groupements élus par l'Assemblée Générale pour une durée de quatre (4) ans renouvelable au scrutin de liste et ce selon la répartition suivante :

- 3 membres issus des clubs du championnat professionnel de 1^{ère} division ;
- 2 membres issus des clubs du championnat professionnel de 2^{ème} division ;
- 2 membres issus des clubs du Championnat « Amateur » ;
- 2 présidents des Ligues régionales ;
- 1 membre du Groupement national du football féminin régulièrement constitué et affilié à la FRMF ;
- 1 membre du Groupement des entraîneurs régulièrement constitué et affilié à la FRMF ;
- 1 membre du Groupement des anciens arbitres internationaux et anciens arbitres de la division supérieure et régulièrement constitué et affilié à la FRMF ;
- 1 membre issu des Groupements du Futsal ou du Beach soccer ;
- 1 membre du Groupement des anciens joueurs internationaux et anciens joueurs professionnels marocains régulièrement constitué et affilié à la FRMF ;

Le Comité Directeur doit obligatoirement comporter au moins une représentation féminine.

Le Comité Directeur peut s'adjoindre, à titre consultatif, toute personne pouvant l'éclairer sur une ou plusieurs questions inscrites à l'ordre du jour.

Les membres du Comité Directeur ne peuvent percevoir aucune rétribution en raison de l'exercice de leur mandat à l'exception du remboursement des frais engagés pour assurer leurs missions.

Le Comité Directeur est assisté par le Secrétariat Général. Le Secrétariat Général prend part aux travaux du Comité Directeur sans droit de vote.

2- Elections :

Le Comité Directeur est élu au scrutin de liste pour une durée de quatre (4) ans renouvelable par l'assemblée générale de la Fédération dans les conditions suivantes.

Chaque candidat à la présidence et chaque membre de la liste de candidature dont il est mandataire doit remplir les conditions suivantes :

- être membre d'un Club, d'une Ligue ou d'un Groupement affilié à la FRMF ;
- être âgé de vingt ans (20) au moins
- être de nationalité marocaine ;
- jouir de ses droits civils et politiques ;
- avoir une fiche anthropométrique vierge ;

- être libre de tout engagement professionnel vis-à-vis d'un autre membre actif de la FRMF
- avoir sa résidence principale sur le territoire marocain.

En outre, le candidat à la présidence, doit justifier d'une expérience de gestion en tant que membre d'un Club, d'une Ligue ou d'un Groupement affilié à la FRMF et ce durant au moins deux saisons sportives entières sur les cinq dernières saisons.

Un membre du Comité Directeur ne peut être simultanément membre d'un organe juridictionnel de la FRMF.

Chaque candidat à la présidence doit présenter une liste de candidatures, dont il est le mandataire, comportant, outre son nom, autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir et représentant les catégories susvisées.

Les candidats issus des Clubs visés ci-dessus, autres que les présidents, ne peuvent être inscrits sur la liste des candidatures que s'ils disposent d'un mandat spécial du président du Club.

Un Club ou une Ligue régionale ne peut être représenté que sur une seule liste de candidature

Sous peine d'exclusion du processus électoral, un candidat ne peut figurer que sur une liste et ne représenter qu'une seule catégorie

Chaque liste de candidatures doit obligatoirement comprendre une représentation féminine, la désignation d'un premier vice-président et d'un second vice-président.

Chaque liste de candidatures doit être revêtue de la signature légalisée des candidats et indiquer leurs noms, prénoms, sexe ainsi que la catégorie à laquelle ils appartiennent.

La liste de candidatures doit être adressée par courrier recommandé avec accusé de réception au Secrétariat Général de la Fédération ou y être déposée, contre récépissé, par la tête de liste, vingt (20) jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale qui procédera à l'élection du Comité Directeur.

En cas de retrait du candidat figurant en tête d'une liste après le délai du dépôt des candidatures, la liste sera automatiquement invalidée.

En cas de retrait d'un ou plusieurs candidat(s) autre que la tête de liste après le délai du dépôt des candidatures et au plus tard quinze (15) jours avant la date de l'Assemblée Générale électorale, la tête de liste pourra les remplacer par des candidats issus de la même catégorie que les candidats défailants.

Cependant, en cas de retrait de sept (7) ou plus candidats, la liste sera automatiquement invalidée.

En cas d'invalidation d'une ou plusieurs candidatures par décision de la Commission électorale, la tête de liste pourra à son choix, dans un délai de soixante-douze heures (72H) suivant notification de la décision, faire un recours contre cette décision ou proposer le remplacement du ou des candidats par un ou des candidats de la même catégorie. Toute invalidation par la Commission électorale d'un nouveau candidat n'est pas susceptible de recours.

Dans tous les cas, les listes électorales sont considérées définitives 10 jours avant l'élection et ne peuvent plus être modifiées.

Est élue dans son ensemble au premier tour, la liste qui a obtenu la majorité (plus de 50%) des suffrages valablement exprimés par les Délégués présents ayant droit de vote. Dès le second tour, et pour autant qu'il y ait plus de deux listes de candidats, sera éliminée la liste ayant obtenu le plus petit nombre de suffrages et ce, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus en lice que deux listes.

En cas d'égalité, de nouveaux tours de scrutin auront lieu jusqu'à ce que le Comité Directeur soit élu conformément à la procédure stipulée ci-dessus.

Les élections se font à bulletin secret.

Le mandat des membres du Comité Directeur débute à la fin de l'Assemblée Générale au cours de laquelle ils ont été élus.

Les opérations électorales et la validité des candidatures seront soumises au contrôle de la Commission électorale conformément aux présents Statuts et au Code électoral de la FRMF.

ARTICLE 26 : SEANCES DU COMITE DIRECTEUR

Le Comité Directeur se réunit au moins une fois par mois sur convocation de son Président.

Le Président établit l'ordre du jour. Chaque membre du Comité Directeur a le droit de proposer les points qu'il souhaite y voir figurer. Les membres du Comité Directeur doivent soumettre au moins dix (10) jours à l'avance au Secrétaire Général les points qu'ils souhaitent voir inscrits à l'ordre du jour de la séance. L'ordre du jour doit parvenir aux membres du Comité Directeur au moins cinq (5) jours avant la séance.

Le Comité Directeur ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité (plus de 50%) des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Si le Président ne convoque pas la séance requise avant la fin du délai susmentionné, les autres membres, représentant 50% au moins du Comité Directeur, peuvent la convoquer eux-mêmes. Dans ce cas, l'ordre du jour doit parvenir aux membres vingt et un (21) jours avant la date de la séance.

Le vote par procuration ou par correspondance n'est pas autorisé.

Tout membre du Comité Directeur doit s'abstenir de prendre part aux débats et de prendre des décisions lorsqu'il existe un risque ou un éventuel conflit d'intérêt avec un Membre de la FRMF.

Les séances du Comité Directeur ne sont pas publiques. Le Comité Directeur peut toutefois inviter des tiers à y assister. Les tiers invités n'ont pas de droit de vote et ne peuvent s'exprimer qu'avec l'assentiment du Président de la Fédération.

Sur invitation, le représentant de l'Autorité Gouvernementale chargée du sport assiste au Comité Directeur, en qualité d'observateur.

Il est tenu un procès-verbal des séances.

Les décisions du Comité Directeur entrent immédiatement en vigueur à moins que celui-ci n'en décide autrement.

ARTICLE 27 : VACANCE

Le poste de tout membre qui s'est absenté à six réunions consécutives du Comité Directeur est considéré vacant . Le Comité Directeur pourvoit au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale qui confirme ou invalide la cooptation ainsi effectuée. En cas d'invalidation, il sera procédé à l'élection du poste vacant, le candidat étant proposé par le Comité Directeur.

Pour le Président, la vacance ne sera constatée qu'à compter d'une année sans présence aux réunions du Comité Directeur.

En cas de vacance du poste du Président de la Fédération, il est remplacé provisoirement par le 1^{er} vice-président ou à défaut par le 2^{ème} vice-président jusqu'à la plus proche Assemblée Générale Ordinaire qui procède à l'élection d'un nouveau Comité Directeur pour un nouveau mandat.

En cas de vacance de plus de 50% des postes au sein du Comité Directeur dont le Président et les vice-présidents, le Secrétaire Général doit assurer la gestion des affaires courantes et

procéder à la convocation d'une Assemblée Générale en vue d'élire un nouveau Comité Directeur dans le mois suivant la constatation de la vacance.

ARTICLE 28 : COMPETENCES DU COMITE DIRECTEUR

Le Comité Directeur est l'organe de direction et de gestion de la FRMF

A cet effet, il :

- 1- tranche tout cas ne relevant pas du domaine de compétence de l'Assemblée Générale ou qui n'est pas réservé à d'autres organes en vertu de la loi ou des présents Statuts ;
- 2- exécute les décisions prises par l'Assemblée Générale ;
- 3- élabore le projet du programme d'action et de réformes à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale ;
- 4- délibère sur le projet de budget de la Fédération et le soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale ;
- 5- veille à la préparation des équipes nationales aux compétitions internationales, continentales et régionales ;
- 6- assure le suivi et le contrôle des compétitions nationales ;
- 7- prend toute décision ou mesure relative à la bonne gestion de la Fédération, en plein respect de ses Statuts et de ses Règlements généraux ;
- 8- désigne, sur proposition de son Président, le Secrétaire Général qu'il peut également révoquer
- 9- établit le Règlement régissant le personnel de la Fédération ;
- 10- élabore et adopte les Règlements généraux de la Fédération ;
- 11- crée les Commissions ad hoc et veille à leur bon fonctionnement ;
- 12- établit les règlements spécifiques des Commissions ad hoc qu'il crée et ceux des Commissions permanentes ;
- 13- veille au bon fonctionnement des Ligues Régionales, Professionnelle et Amateur ;
- 14- fait respecter par les organes de la FRMF, de la LNFP et de la LNFA et leur personnel, les présents Statuts ainsi que les règlements, les directives, les décisions, et le code d'éthique de la FRMF, de ses organes Juridictionnels et de contrôle, de la FIFA, de la CAF et des Unions Régionales et les décisions du TAS et de la Chambre Arbitrale du Sport;
- 15- propose à l'Assemblée Générale l'exclusion d'un Membre de la Fédération ou d'un Délégué pour violation grave des Statuts et Règlements de la FRMF ou acte contraire à ses objectifs;
- 16- nomme, sur proposition du Président de la Fédération, les présidents et membres des Commissions ad hoc et permanentes conformément aux présents Statuts;
- 17- propose à l'Assemblée Générale les membres des Organes juridictionnels en vue de leur élection ;
- 18- suspend à titre provisoire tout organe, Membre ou représentants de Membres, de la FRMF jusqu'à la prochaine Assemblée Générale ;

- 19- peut déléguer les tâches qui relèvent de sa compétence et avoir recours à d'autres organes ou attribuer des mandats à des tiers ;
- 20- propose un Commissaire aux comptes indépendant à l'Assemblée Générale ;
- 21- prépare l'ordre du jour des Assemblées Générales ;
- 22- peut convoquer des observateurs qui participent à l'Assemblée Générale sans droit de vote ni de prendre part aux débats.

Le Comité Directeur se prononce, en outre, sur toutes les questions d'urgence ou dues à un cas de force majeure ou celles non prévues par les Statuts et les Règlements généraux de la Fédération ou par ceux de la FIFA.

ARTICLE 29 : REVOCATION D'UNE PERSONNE OU D'UN ORGANE

L'Assemblée Générale peut révoquer une personne ou un organe. Le Comité Directeur peut mettre à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale la révocation d'une personne ou d'un organe. Le Comité Directeur peut également révoquer provisoirement une personne ou un organe dans l'attente d'une ratification par la prochaine Assemblée Générale. Tout membre du Comité Directeur peut proposer de mettre une telle révocation à l'ordre du jour du Comité Directeur ou de l'Assemblée Générale.

La proposition de révocation doit être motivée. Elle est envoyée aux membres du Comité Directeur et/ou aux Délégués avec l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

La personne ou l'organe mis en cause a le droit de se défendre lui-même devant l'Assemblée Générale.

La proposition de révocation est soumise à un vote à bulletin secret et doit obtenir la majorité des deux-tiers (2/3) des suffrages valablement exprimés.

La personne ou l'organe révoqué (provisoirement) est révoqué(e) de ses fonctions avec effet immédiat.

SECTION 3 **LE PRESIDENT**

ARTICLE 30 : LE PRESIDENT

Le mandat du Président de la Fédération, d'une durée de quatre (4) ans est renouvelable une seule fois par l'Assemblée Générale de la FRMF.

Le Président de la Fédération :

1. représente la Fédération dans tous les actes de la vie civile et à l'égard des pouvoirs publics, des juridictions sportives internationales et des juridictions de droit commun. Il a seul qualité pour ester en justice au nom de la Fédération, en demande comme en défense. Il peut toutefois déléguer cette tâche à l'un des vice-présidents agissant en vertu d'un pouvoir spécial ;
2. préside les séances des Assemblées Générales et des réunions du Comité Directeur ;
3. assure l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale et du Comité Directeur ;
4. veille au fonctionnement régulier de la Fédération ;
5. propose la nomination et la révocation du Secrétaire Général et du Secrétaire Général Adjoint ;
6. approuve l'organigramme de l'administration de la Fédération proposé par le Secrétaire Général et le soumet à l'approbation du Comité Directeur ;
7. assure le bon déroulement des Assemblées Générales et des réunions du Comité Directeur et, le cas échéant, des Commissions qu'il préside;
8. signe toute décision, correspondance ou tout document engageant la Fédération ;
9. ouvre et fait fonctionner dans un ou plusieurs établissements bancaires, des comptes courants au nom de la FRMF ;
10. ordonnance les dépenses, et ce dans la limite du budget approuvé par l'Assemblée Générale ;
11. négocie des appuis financiers à court terme auprès des établissements bancaires ;
12. conclut, sur autorisation de l'Assemblée Générale, des emprunts bancaires à moyen et long terme ;
13. gère le droit d'exploitation commerciale des compétitions et manifestations sportives dont la Fédération est titulaire ;
14. gère le patrimoine de la Fédération, sur autorisation de l'assemblée générale ;
15. recrute et révoque le personnel tant technique qu'administratif de la Fédération sur proposition du Secrétaire Général conformément aux dispositions des Règlements généraux ;
16. gère les relations de la FRMF avec ses membres ainsi qu'avec la FIFA, la CAF, Les Unions Régionales, les autorités administratives, les instances politiques et les autres organisations ;
17. propose, au Comité Directeur, la nomination des présidents, vice-présidents et membres des Commissions permanentes et ad hoc;
18. propose, au Comité Directeur, les membres des organes juridictionnels à soumettre à l'Assemblée Générale en vue de leur élection.
19. préside les séances du Comité Directeur, et en cas d'égalité des voix, la sienne est prépondérante ;
20. convoque et préside les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires de la FRMF.

Il peut déléguer partie de ses attributions à l'un des vice-présidents qui le seconde dans l'exercice de ses fonctions et le remplace d'office en cas d'absence ou d'empêchement.

Si le poste du Président devient vacant, le 1^{er} Vice-président ou à défaut le 2^{ème} vice président, l'occupera jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. Cette Assemblée Générale élira un nouveau Comité Directeur pour un nouveau mandat.

SECTION 4 **LE SECRETARIAT GENERAL**

ARTICLE 31 : LE SECRETARIAT GENERAL

Le Secrétariat Général accomplit toutes les tâches administratives de la FRMF sous la direction du Secrétaire Général.

ARTICLE 32 : LE SECRETAIRE GENERAL

Le Secrétaire Général est le directeur du Secrétariat Général. Il est engagé sur la base d'un contrat de droit privé et doit disposer des qualifications professionnelles requises.

Le Secrétaire Général ne peut être un Délégué aux Assemblées Générales de la FRMF ni membre d'aucun organe de la FRMF. Il ne peut occuper aucune fonction officielle, élue ou salariée, au sein d'un des membres de la Fédération.

Le Secrétaire Général est chargé de :

1. l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale et du Comité Directeur conformément aux instructions du Président ;
2. la coordination des activités des Organes Juridictionnels, des Commissions permanentes et ad hoc de la Fédération, et du suivi des relations avec les Membres, les Commissions, la FIFA et la CAF ;
3. la préparation des élections et des réunions des Assemblées Générales et du Comité Directeur ;
4. la préparation du rapport moral de la Fédération à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale et sa publication sur le site web de la Fédération ou dans un journal d'annonces légales après son approbation;
5. la participation à l'Assemblée Générale ainsi qu'aux séances du Comité Directeur et des organes juridictionnels, des commissions permanentes et ad hoc;
6. l'établissement des procès-verbaux des délibérations des Assemblées Générales, du Comité Directeur et des organes juridictionnels, des commissions permanentes et ad hoc;
7. gérer les ressources de la Fédération. A ce titre, il procède au recouvrement des recettes, à la liquidation des dépenses ordonnancées par le Président de la Fédération, et à la tenue de la comptabilité de la Fédération qui doit être certifiée par un Commissaire aux comptes ;

8. cosigner avec le Président de la Fédération les chèques et titres de paiement émis au nom de la Fédération ;
9. préparer le projet de budget de l'exercice suivant et le soumettre à la délibération du Comité Directeur ;
10. préparer le rapport financier de la Fédération à présenter à l'assemblée générale ;
11. l'organisation et la proposition au Président de la Fédération, pour approbation, d'un organigramme de l'administration de la FRMF ;
12. la proposition au Président de la Fédération de la liste du personnel susceptible d'être recruté et/ ou licencié par la Fédération ;
13. la gestion et la bonne tenue des comptes et de la correspondance de la FRMF.

Le Secrétaire Général est assisté dans ses fonctions par le Secrétaire Général Adjoint qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

SECTION 5 **LES ORGANES JURIDICTIONNELS**

ARTICLE 33 : ORGANES JURIDICTIONNELS DE LA FRMF

Les Organes Juridictionnels de la Fédération sont:

- La Commission centrale de discipline ;
- La Commission centrale d'appel ;
- La Commission électorale ;
- La Commission d'éthique ;
- La Commission de contrôle de gestion ;

Sauf disposition contraire figurant dans les présents Statuts, les Organes Juridictionnels sont composés d'un président, d'un vice-président et de deux autres membres.

Les membres des Organes Juridictionnels doivent répondre aux conditions suivantes :

- être âgés de vingt (20) ans au moins ;
- être de nationalité marocaine ;
- jouir de leurs droits civils et politiques ;
- avoir une fiche anthropométrique vierge ;
- être libre de tout engagement vis-à-vis des membres actif de la FRMF

A l'exception de la Commission de contrôle de gestion, les présidents et vice-présidents des Organes Juridictionnels doivent être des juristes qualifiés. Le président de chaque Commission doit résider au Maroc.

Nul ne peut être simultanément membre de plus d'un Organe Juridictionnel.

Les membres des Organes Juridictionnels sont élus, au scrutin de liste, pour un mandat de deux (2) ans, par l'Assemblée Générale et ne doivent pas être membre ni du Comité Directeur, ni d'une Commission permanente ou ad hoc, ni membre d'un club . Les membres peuvent être réélus ou révoqués à tout moment, sachant que leur révocation peut uniquement être effectuée par l'Assemblée Générale.

Si un membre d'un Organe Juridictionnel cesse définitivement d'exercer ses fonctions au cours de son mandat, le Comité Directeur désigne un remplaçant qui siègera jusqu'à l'Assemblée Générale suivante qui sera chargée de procéder à l'élection de son successeur.

Un membre du personnel administratif de la FRMF désigné par le Secrétariat Général assurera les fonctions de greffier de chaque Organe Juridictionnel. Il ne participe pas à la prise de décision.

La compétence et le fonctionnement des Organes Juridictionnels sont régis par un règlement propre à chaque Organe.

Le président de chaque Commission établit un rapport annuel d'activités qui sera présenté à l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE 34 : COMMISSION CENTRALE DE DISCIPLINE

La Commission de discipline peut prendre les sanctions et mesures disciplinaires énumérées dans les présents Statuts, dans le Code disciplinaire de la FRMF, de la CAF et de la FIFA contre les Membres, les Officiels, les joueurs ainsi que les agents de matches et les intermédiaires

Les sanctions et mesures disciplinaires sont énumérées dans le Code disciplinaire de la FRMF. Ce sont notamment les mesures suivantes :

1. Contre les personnes physiques et morales :

- a. mise en garde ;
- b. blâme ;
- c. amende ;
- d. restitution de prix.

2. Contre les personnes physiques :

- a. avertissement ;
- b. expulsion ;
- c. suspension de match ;

- d. interdiction de vestiaires et/ou de banc de réserve ;
- e. interdiction de stade ;
- f. interdiction d'exercer toute activité relative au football ;
- g. travaux d'intérêt général.

3. Contre les personnes morales :

- a. interdiction d'enregistrer de nouveaux joueurs durant une période déterminée ;
- b. obligation de jouer à huis clos ;
- c. obligation de jouer en terrain neutre ;
- d. interdiction de jouer dans un stade déterminé ;
- e. annulation de résultats de matches ;
- f. exclusion d'une compétition ;
- g. forfait ;
- h. déduction de points ;
- i. relégation forcée dans une catégorie inférieure ;
- j. match à rejouer.

La compétence disciplinaire de l'Assemblée Générale et du Comité Directeur de prononcer des suspensions et des exclusions des Membres est réservée.

ARTICLE 35 : COMMISSION CENTRALE D'APPEL

La Commission Centrale d'Appel est compétente pour connaître, en appel, des recours formés contre les décisions :

- de la Commission Centrale de Discipline,
- de la Commission d'Éthique,
- de la Commission Electorale,
- de la Commission de Contrôle de Gestion que les Règlements de la FRMF ne déclarent pas définitives,
- des Commissions juridictionnelles de la LNFP et de la LNFA,
- des Commissions de recours des ligues régionales,
- des Commissions en charge de l'homologation des résultats des matches de la LNFP, LNFA,
- de la Commissions du football féminin,
- de la Commission de Futsal et Beach soccer,
- de la Chambre Nationale de Résolution de Litige.

Elle se compose d'un président, d'un vice-président et de deux membres élus par l'Assemblée Générale pour une durée de deux (2) ans.

Les décisions de la Commission Centrale d'Appel sont définitives et contraignantes pour toutes les parties intéressées sous réserve d'un recours auprès du TAS ou de la Chambre Arbitrale du Sport le cas échéant. Cependant, les décisions prises sur appel de la Commission électorale et de la Commission de contrôle de gestion ne sont pas susceptibles de recours.

La Commission Centrale d'Appel fonctionne et statue conformément au Code Disciplinaire, au Règlement Procédural Disciplinaire, au Code électoral, au Code d'éthique de la FRMF et ou tout autre règlement pertinent.

ARTICLE 36 : LA COMMISSION ELECTORALE

Elle se compose d'un président, d'un vice-président et de trois membres nommés par l'Assemblée Générale pour une durée de deux (2) ans. Elle a autorité pour préparer, organiser et assurer la régularité des opérations électorales au sein de l'Assemblée Générale de la FRMF, de la LNFP, de la LNFA ainsi qu'au sein des Ligues régionales et des groupements sportifs. Elle est également chargée de s'assurer de la validité des candidatures et de veiller à l'égalité de traitement des candidats.

Elle statue conformément aux présents Statuts et au Code électoral de la FRMF.

ARTICLE 37 : LA COMMISSION D'ETHIQUE

La Commission d'Éthique s'occupe des questions relatives à l'éthique dans le football national et peut prendre, à l'encontre d'Officiels, joueurs, agents organisateurs de matches et intermédiaires, les sanctions stipulées dans les présents Statuts, dans le Code d'Éthique de la FRMF et dans le Code disciplinaire de la FRMF.

Le Comité Directeur édicte le Code Disciplinaire et le Code d'Ethique de la FRMF.

La Commission d'Éthique se compose d'un président, d'un vice-président et de trois membres élus par l'Assemblée Générale pour une durée de deux (2) ans.

Le président et le vice-président de la Commission d'Éthique doivent remplir les critères d'indépendance décrits dans le Règlement d'éthique.

Ses attributions et ses fonctions sont définies dans le Règlement d'Ethique de la FRMF établies conformément au code d'éthique de la FIFA .

ARTICLE 38 : LA COMMISSION DE CONTROLE DE GESTION

La Commission de contrôle de gestion est chargée :

1. d'assurer une mission d'information et de formation auprès des clubs ;
2. de soumettre au Comité Directeur les critères, les cahiers des charges relatifs à la participation aux différents championnats ainsi que du règlement des structures d'éducation et de formation au football ;

3. de proposer au Comité Directeur en vue de leur adoption par l'Assemblée Générale de la FRMF, l'adoption ou la modification du plan comptable type applicable au football ;
4. d'assurer le contrôle juridique et financier des clubs affiliés ;
5. de s'assurer que les clubs affiliés répondent aux conditions fixées par les règlements de la FRMF, de la FIFA et de la CAF pour prendre part aux compétitions ;
6. de donner un avis sur le respect par chaque club des critères et cahiers des charges des Règlements de la FRMF et/ou de la LNFP;
7. d'appliquer aux clubs, en cas d'inobservation des dispositions obligatoires relatives à la bonne gestion financière, à la tenue de la comptabilité, aux procédures de contrôle et à la production de documents, l'une ou plusieurs des mesures suivantes, selon le cas:
 - a. Interdiction totale ou partielle de recruter de nouveaux joueurs sous contrat ;
 - b. Recrutement contrôlé dans le cadre d'un budget prévisionnel ou d'une masse salariale prévisionnelle limitée ;
 - c. Limitation du nombre de joueurs mutés ;
 - d. Proposition au Comité Directeur de la rétrogradation sportive ;
 - e. Proposition au Comité Directeur de l'interdiction d'accession sportive ;
 - f. Proposition au Comité Directeur de l'exclusion des compétitions.

Les décisions de la Commission de contrôle de gestion, énumérées dans les points a, b et c, ci-dessus, peuvent être frappées d'appel devant la Commission Centrale d'appel de la FRMF.

Les décisions prises par le Comité Directeur sur proposition de la Commission de contrôle de gestion, énumérées dans les points d, e et f, ci-dessus, sont sans appel.

SECTION 6

COMMISSIONS PERMANENTES ET AD HOC DE LA FRMF

ARTICLE 39 : LES COMMISSIONS PERMANENTES ET AD HOC DE LA FRMF

Les Organes centraux de la FRMF sont les Commissions permanentes ou ad-hoc auxquelles le Comité Directeur peut déléguer une partie de ses pouvoirs.

Sauf disposition contraire des présents Statuts, chaque commission est composée de 3 membres au moins nommés pour une durée de quatre (4) ans. A l'exception de la Commission d'audit interne, la présidence est confiée par le Comité Directeur, sur proposition du Président de la Fédération, à un des membres de ce Comité.

Le président de chaque commission assure la bonne marche de cette dernière. Il en fixe le calendrier des réunions, qui doivent être tenues au siège de la Fédération, et en rend compte des travaux au Comité Directeur.

Elles ne sont habilitées qu'à examiner les questions qui relèvent de leurs compétences respectives.

Chaque président de Commission représente sa Commission dont il gère les affaires conformément aux présents Statuts et au règlement applicable le cas échéant.

Chaque président de Commission fixe la date des séances en collaboration avec le Secrétaire Général, veille à la bonne exécution des tâches et en rapporte au Comité Directeur.

Chaque Commission peut proposer au Comité Directeur des amendements au règlement de la Commission concernée lorsqu'il existe.

1- Commissions Permanentes.

Les Commissions permanentes de la FRMF sont:

- la commission d'arbitrage;
- la commission de médecine du sport ;
- la commission d'organisation des compétitions ;
- la commission des études et réformes et de la formation ;
- la commission des statuts et règlements;
- la commission marketing et communication ;
- la commission des infrastructures ;
- la commission de coordination avec la Ligue Nationale de Football Professionnel
- la commission du Football féminin
- la commission de Futsal et Beach soccer ;
- la commission de coordination avec la Ligue Nationale de Football Amateur ;
- la commission du football des jeunes ;
- la commission des Finances ;
- la commission d'audit interne ;
- la commission des relations avec les Ligues régionales ;
- la commission des Equipes Nationales ;
- la commission du statut du joueur.

2- Commissions ad hoc

Sous réserve de la compétence des Organes juridictionnels et des commissions permanentes, chaque fois que le Président de la Fédération le juge nécessaire, il peut créer des Commissions ad hoc auxquelles il peut confier des missions spécifiques, dans un but précis et pour une période déterminée.

Le Comité Directeur désigne alors les membres de la Commission ad hoc.

Sa présidence est confiée par le Président de la Fédération à l'un des membres du Comité Directeur.

ARTICLE 40 : COMMISSION D'ARBITRAGE

Cette commission veille au respect des lois du jeu. Elle est chargée de prévoir et de définir la politique et les orientations de l'arbitrage à l'échelon national.

Elle valide le programme de formation établi par la Direction Nationale de l'Arbitrage de la FRMF.

Elle est chargée de désigner les arbitres pour les compétitions organisées sous l'égide de la FRMF.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 41 : COMMISSION DE MEDECINE DU SPORT

Cette commission examine toutes les questions liées au contrôle et suivi médicaux des sportifs licenciés et assure la veille médicale lors de l'organisation des compétitions et manifestations sportives, ainsi que la mise en œuvre des mesures de prévention et de lutte contre le dopage conformément à la législation en vigueur.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 42 : COMMISSION D'ORGANISATION DES COMPETITIONS

Cette commission veille à l'organisation des compétitions sportives de la Fédération conformément aux dispositions de l'article 71 des présents statuts et des règlements généraux de la Fédération.

Elle valide les résultats des rencontres des compétitions qu'elle organise. Elle délivre les autorisations aux personnes physiques ou morales pour l'organisation d'une manifestation de football.

Elle établit le calendrier général des compétitions des différents championnats et coupes.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 43 : COMMISSION DES ETUDES, DES REFORMES ET DE LA FORMATION

Cette commission est chargée d'élaborer les stratégies de développement de la pratique du Football à l'échelon national, régional et local et veille à la réalisation des études et au suivi des réformes adoptées par la FRMF.

Elle est également chargée de coordonner la politique de formation entre le Comité Directeur et les différentes structures impliquées

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 44 : COMMISSION DES STATUTS ET REGLEMENTS

Cette commission est chargée d'élaborer les Règlements généraux de la Fédération et les propositions de leur modification et ce en conformité avec les règlements de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) et à la Confédération Africaine de Football (CAF) auxquelles la Fédération est affiliée.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 45 : COMMISSION MARKETING ET COMMUNICATION

Cette commission est chargée d'élaborer et d'exécuter le programme d'action de la Fédération en matière de recherche de sponsors et de parrains ainsi qu'en matière d'amélioration de l'image de la Fédération et de porter sa parole par le biais de tous les moyens de communication possibles.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 46 : COMMISSION DES INFRASTRUCTURES

Cette commission est chargée de formuler les suggestions en matière de réalisation et d'entretien des installations et équipements sportifs où le Football est pratiqué, et ce, conformément aux standards internationaux en la matière.

Elle propose également au Comité Directeur les règles techniques applicables aux équipements sportifs de Football en vue d'assurer la sécurité des sportifs et des compétitions et manifestations sportives.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 47: COMMISSION DE COORDINATION AVEC LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL

Elle veille au respect par la Ligue Nationale de Football Professionnel des Statuts et des Règlements généraux de la FRMF ainsi que les dispositions de la convention régissant la

relation entre la FRMF avec ladite Ligue et coordonne avec celle-ci les calendriers des compétitions.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 48 : COMMISSION DU FOOTBALL FEMININ

Cette commission est chargée de la promotion de l'accès des femmes à la pratique du Football Féminin, elle organise les compétitions de football féminin et traite toutes les questions relatives au développement du football féminin.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 48 bis : COMMISSION DE FUTSAL ET BEACH SOCCER

Cette commission est chargée de la promotion de l'accès à la pratique du Futsal et du Beach soccer, elle organise les compétitions de Futsal et Beach soccer et traite toutes les questions relatives au développement du Futsal et du Beach soccer.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 49 : COMMISSION DE COORDINATION AVEC LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL AMATEUR

Elle veille au respect par la Ligue Nationale de Football Amateur des Statuts et des Règlements généraux de la FRMF ainsi que les dispositions de la convention régissant la relation entre la FRMF avec ladite Ligue et coordonne avec celle-ci les calendriers des compétitions.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 50 : COMMISSION DU FOOTBALL DES JEUNES

La Commission de Football des Jeunes assure le suivi de la mise en œuvre du programme de promotion et de développement du football des jeunes joueurs et joueuses et plus généralement traite de toutes les questions relatives au football des jeunes.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 51 : COMMISSION DES FINANCES

La Commission des Finances supervise la gestion financière de la FRMF et conseille le Comité Directeur sur les questions financières et de gestion du patrimoine. Elle analyse le

budget et les comptes annuels de la FRMF préparés par le Secrétaire Général et les soumet au Comité Directeur pour approbation.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 52 : COMMISSION DE L'AUDIT INTERNE

La Commission de l'audit interne est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres. Le président de la Commission ne peut être membre du Comité Directeur. La Commission d'Audit Interne garantit la conformité et la fiabilité des comptes et vérifie les rapports des réviseurs externes au nom du Comité Directeur.

ARTICLE 53 : COMMISSION RELATIONS AVEC LES LIGUES REGIONALES

Elle veille au respect par les ligues des Statuts et des règlements généraux de la FRMF et coordonne avec celles-ci les calendriers des compétitions.

Dans le cas où, sur constat et décision de la Commission des relations avec les ligues régionales susceptible d'appel devant la Commission d'appel, une ligue régionale se trouve dans l'impossibilité juridique d'exercer ses fonctions, la commission des relations avec les ligues prend en charge automatiquement la programmation et l'homologation des résultats des compétitions de la ligue en question.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et des Présidents des Ligues Régionales de Football.

ARTICLE 54 : COMMISSION DES EQUIPES NATIONALES

1. Elle établit la Charte des Equipes Nationales et veille à son application ;
2. Elle valide les plans annuels proposés par les responsables techniques des Equipes Nationales ;
3. Elle veille à la mise à disposition des moyens nécessaires pour la préparation des Equipes Nationales ;
4. Elle traite de toutes les questions relatives aux Equipes Nationales dans le respect des prérogatives des sélectionneurs nationaux ;
5. Elle soumet au Comité Directeur les candidats aux postes de sélectionneurs nationaux et staffs techniques des Equipes Nationales.

Elle est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

ARTICLE 55 : COMMISSION DU STATUT DU JOUEUR

La Commission du Statut du Joueur établit et veille à faire respecter le règlement des transferts conformément au Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA. Elle fixe le statut des joueurs lors des diverses compétitions au sein de la FRMF.

Le Comité Directeur peut établir un règlement spécifique régissant les compétences juridictionnelles de la Commission du Statut du Joueur. La Commission du Statut du Joueur est composée d'un président, d'un vice-président et de deux membres.

CHAPITRE IV

LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL

ARTICLE 56 : LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL

La FRMF crée, sous forme d'association régie par les dispositions du dahir n° 1.58.376 du 3 jourada I 1378 (15 Novembre 1958) réglementant le droit d'association, tel qu'il a été modifié et complété et de la loi précitée n° 30.09, une ligue professionnelle dès que les conditions prévues par l'article 36 de ladite loi sont remplies.

La ligue professionnelle est chargée, par délégation de la FRMF, d'organiser, de gérer et de coordonner les compétitions et manifestations sportives à caractère professionnel auxquelles prennent part les associations sportives et sociétés sportives membres de la Fédération ainsi que de gérer le droit d'exploitation commerciale desdites compétitions et manifestations.

La délégation prévue ci-dessus fait l'objet d'une convention à conclure entre la FRMF et la ligue professionnelle, laquelle convention définit, la relation entre ces deux parties.

Les clauses de cette convention sont adoptées par l'assemblée générale de la FRMF, sur proposition du Comité Directeur.

CHAPITRE V

LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL AMATEUR

ARTICLE 57 : LA LIGUE NATIONALE DE FOOTBALL AMATEUR

Sous réserve de l'adaptation des dispositions législatives en vigueur, La FRMF crée, sous forme d'une association régie par les dispositions du dahir n° 1.58.376 du 3 jourada I 1378 (15 Novembre 1958) réglementant le droit d'association, la Ligue Nationale de Football Amateur.

La ligue Nationale de Football Amateur est chargée, par délégation de la FRMF, d'organiser, de gérer et de coordonner les compétitions des championnats amateurs (National, Amateurs 1^{ère} division et Amateurs 2^{ème} division) auxquelles prennent part les associations sportives membres de la Fédération.

La délégation prévue ci-dessus fait l'objet d'une convention à conclure entre la FRMF et la Ligue Nationale de Football Amateur, laquelle convention définit, la relation entre ces deux parties.

Les clauses de cette convention sont adoptées par l'Assemblée Générale de la FRMF, sur proposition du Comité Directeur.

CHAPITRE VI

LES LIGUES REGIONALES DE FOOTBALL

ARTICLE 58:LES LIGUES REGIONALES DE FOOTBALL

La ligue régionale de football est créée conformément aux dispositions des articles 32 et 33 de la loi 39-09 relative à l'Education physique et aux sports.

Elle est régie par le dahir n° 1-58.376 du 3 jourmada I 1378 (15 Novembre 1958) tel qu'il a été modifié et complété et par les dispositions de la loi 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports ainsi que par ses propres statuts.

La Ligue régionale regroupe l'ensemble des associations de football ayant leur siège sur son territoire prenant part aux compétitions à caractère amateur, organisées par elle.

La Ligue régionale est affiliée à la Fédération Royale Marocaine Football.

Elle s'engage à se conformer aux Statuts et Règlements Généraux de la FRMF.

Sous réserve du respect des dispositions des Statuts et Règlements Généraux de la Fédération Royale Marocaine de Football, la Ligue régionale de football a pour objet de :

1. Organiser, développer et contrôler la pratique de football dans les limites géographiques de son territoire ;
2. Organiser les compétitions entre les associations sportives de football qui la composent ;
3. Veiller à la mise en œuvre, à l'échelon régionale, des programmes d'actions de la Fédération Royale Marocaine de Football visant la promotion, le développement et la vulgarisation de la pratique de football ;
4. Participer à la réalisation des projets d'aménagement sportifs régionaux.

CHAPITRE VII

DROITS ET OBLIGATIONS CONFERES PAR LA LICENCE

ARTICLE 59: LICENCE INDIVIDUELLE

Toute personne désireuse de participer officiellement aux activités de la FRMF, de la Ligue nationale de football professionnel, de la Ligue nationale de football amateur ou d'une ligue régionale, doit être en possession d'une licence délivrée par la FRMF par niveau de pratique.

Elle marque l'accord volontaire de son titulaire à l'objet social et aux Statuts et Règlements de la Fédération. Cet accord doit être formalisé par la signature de la licence et une autorisation parentale pour les mineurs.

Les conditions de fond et de forme de délivrance des licences doivent être en conformité avec les Règlements généraux de la FRMF et de la FIFA en vigueur.

Le Comité Directeur de la Fédération édicte un Règlement d'affiliation définissant les conditions et la procédure d'octroi de licences aux différentes catégories de pratiquant (joueurs, Officiels, cadres techniques etc...).

ARTICLE 60 : DISPOSITIF D'OCTROI DE LICENCES AUX CLUBS

La Fédération établit et gère un système d'octroi de licences conforme aux règlements de la FIFA et de la CAF, fixant la procédure d'octroi des licences aux membres.

L'objectif du système d'octroi de licences est de préserver la crédibilité et l'intégrité des compétitions sportives, de promouvoir les valeurs du sport selon le principe du fair-play ; d'offrir au football un environnement sécurisé et de garantir davantage de transparence dans la gestion administrative du football.

La FRMF dispose de deux instances décisionnaires, indépendantes l'une de l'autre :

- l'Organe de Première Instance pour l'Octroi de Licence Club (OPI) ;
- l'Instance d'Appel pour l'Octroi de Licence Club (IA) ;

Les règles de fonctionnement et les attributions de ces deux instances ainsi que le cahier des charges que doit observer tout club souhaitant participer aux championnats professionnels sont fixées par le Règlement sur la procédure pour l'octroi de Licence aux clubs.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

ARTICLE 61 : EXERCICE BUDGETAIRE

L'exercice budgétaire de la FRMF est de 12 mois. Il commence le 1^{er} Juillet et s'achève le 30 Juin.

ARTICLE 62: BUDGET

Le budget de la Fédération est l'acte prévisionnel de l'ensemble des ressources pouvant être perçues par la fédération et de l'ensemble des dépenses pouvant être affectées à ses besoins pendant l'exercice budgétaire.

Le budget est préparé par le Secrétaire Général, délibéré par le Comité Directeur et approuvé par l'Assemblée Générale.

Les recettes et les dépenses de la Fédération doivent être équilibrées sur l'exercice budgétaire.

Le budget est exécuté par le Président de la Fédération et le Secrétaire Général selon les procédures comptables arrêtées par le Comité Directeur sur proposition du Commissaire aux comptes chargé de la certification des comptes de la Fédération et de l'audit de son fonctionnement.

ARTICLE 63 : RESSOURCES

Les ressources de la FRMF se composent :

- des cotisations annuelles versées par ses Membres;
- des recettes réalisées lors des rencontres internationales des équipes nationales et des manifestations sportives internationales organisées par la Fédération;
- des produits de la commercialisation des droits des transmissions télévisées ou multimédias des compétitions et manifestations organisées par la Fédération ou sous son égide ;
- du pourcentage et des prélèvements acquis sur les recettes des compétitions sportives officielles ou amicales organisées par les associations et les sociétés sportives ou par les Ligues régionales ou la LNFP, le cas échéant ;
- des droits de recours, amendes et pénalités appliqués aux Membres et affiliés de la Fédération ;
- des subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de tout autre organisme public ou privé ;
- des produits des placements financiers ;
- des produits de sponsoring, de la publicité et du parrainage ;
- des produits des biens mobiliers et immobiliers lui appartenant ;
- des produits de la vente d'imprimés ou d'articles de merchandising ;
- des dons et legs ;

- de toute autre ressource autorisée par la législation en vigueur.

ARTICLE 64: DEPENSES

L'utilisation des ressources est réservée au fonctionnement de la Fédération et à la réalisation de ses objectifs, à savoir l'affectation intégrale des ressources, après déduction des frais de son fonctionnement, aux dépenses d'investissement, d'aménagement ou d'équipement ainsi qu'au développement du football national en général, dans un cadre exclusivement non lucratif.

A cette fin, les dépenses de la fédération sont précisées dans le plan comptable qui distingue les dépenses de fonctionnement, d'investissement et d'aménagement ou d'équipement.

Le retrait des fonds ne peut être effectué que par la signature conjointe :

- soit du Président de la Fédération et du Secrétaire Général de la FRMF ;
- soit du Président de la Fédération et du Directeur Financier de la FRMF en cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire Général ;

En cas d'absence du Président, le vice-président dûment mandaté à cet effet peut signer en ses lieux et place.

ARTICLE 65 : COMPTABILITE

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître le résultat de la gestion financière de la Fédération.

Les comptes et les activités de la fédération sont audités annuellement par un commissaire aux comptes inscrit à l'ordre des experts comptables et qui ne doit pas être adhérent à la Fédération.

L'audit a pour objet de certifier que les comptes sont présentés conformément aux règles comptables qui leur sont applicables, qu'ils présentent une image fidèle des opérations financières réalisées par la fédération et de son patrimoine, que la gestion de la fédération est conforme à ses règles et engagements statutaires.

Le rapport d'audit est présenté à la première réunion de l'Assemblée Générale qui suit sa réception par les soins du Comité Directeur.

Il est accompagné d'un rapport financier préparé par le Secrétaire Général retraçant les opérations budgétaires de l'année et l'état du patrimoine de la fédération.

Le rapport d'audit ainsi que le rapport financier de la Fédération doivent être annuellement publiés sur son site web ou dans un journal d'annonces légales.

ARTICLE 66 : COTISATION ANNUELLE

La cotisation annuelle est due le 1^{er} Septembre de chaque année. Le montant de la cotisation annuelle est fixé pour chaque catégorie de Membres de la Fédération tous les ans, par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité Directeur.

La cotisation des nouveaux Membres pour l'année en cours doit être versée dans un délai de trente (30) jours après la date de la tenue de l'Assemblée Générale au cours de laquelle ils ont été admis.

ARTICLE 67 : POURCENTAGE ET PRELEVEMENTS

Le pourcentage et les prélèvements acquis sur les recettes des compétitions sportives officielles ou amicales organisées par les Club, par les Ligues régionales, la LNFP, la LNFA le cas échéant, sont fixés chaque année par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité Directeur.

ARTICLE 68 : COMPENSATION

La FRMF se réserve le droit de procéder à toute compensation entre les créances qu'elle détient sur ses Membres et leurs avoirs.

Elle peut également compenser les avoirs d'un Membre avec toute somme normalement due à un autre Membre par suite d'une décision définitive d'un Organe juridictionnel, de la CNRL, de la FIFA, de la CAF, de la Chambre Arbitrale du Sport ou du TAS.

CHAPITRE IX

LITIGES

ARTICLE 69: RÉOLUTION DES LITIGES – CLAUSE COMPROMISSOIRE –CHAMBRE DE RESOLUTION DES LITIGES

1. En matière électorale :

Tous les litiges liés aux élections au sein de la FRMF, des Ligues régionales, de la LNFP, de la LNFA et des Groupements seront soumis à la compétence exclusive de la Commission Electorale de la FRMF et en appel et dernier ressort à la compétence de la Commission Centrale d'Appel de la FRMF.

2. En matière contractuelle :

Tous les litiges entre les clubs, entre les clubs et les joueurs ou les entraîneurs et relatifs au travail, à la stabilité contractuelle ou encore ceux concernant les indemnités de formation des joueurs et les contributions de solidarité entre les clubs affiliés à la FRMF sont de la compétence de la Chambre Nationale de Résolution des Litiges (CNRL). Ses sentences sont susceptibles de recours devant la commission d'appel de la FRMF.

Les décisions de la commission d'appel de la FRMF sont susceptibles de recours en dernier ressort devant la Chambre Arbitrale du Sport lorsqu'elle sera instituée.

Dans l'attente de la création de la Chambre Arbitrale du Sport, les sentences de la CNRL pourront faire l'objet d'un recours dernier ressort auprès du TAS.

La CNRL est composée d'un Président, d'un vice-Président et des représentants des joueurs, des clubs ou ligues, et le cas échéant des représentants des groupements reconnus par la FRMF. Les Membres de la CNRL sont désignés par le Comité Directeur de la FRMF.

Les règles et les procédures de fonctionnement de la CNRL sont définies par un règlement particulier édicté par la FRMF conformément aux Directives de la FIFA.

3. Toute autre matière :

Tous les autres litiges entre les Membres, joueurs, Officiels, agents de joueurs et agents de matches seront de la compétence des juridictions internes de la Fédération.

En dernier ressort, ces litiges relèveront de la compétence de la Chambre Arbitrale du Sport lorsqu'elle sera instituée et du TAS dans l'intervalle.

ARTICLE 70 : TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT (TAS) :

Conformément aux Statuts de la FIFA, tout appel interjeté contre une décision définitive et contraignante sera entendu par le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) à Lausanne (Suisse). Le délai d'appel est de vingt-et-un (21) jours à compter de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Le TAS ne traite pas des recours relatifs à la violation des Lois du Jeu, à une suspension inférieure ou égale à quatre matches ou trois mois ou à une décision d'un tribunal arbitral d'une association ou d'une confédération, indépendant et régulièrement constitué.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 71 : COMPETITIONS NATIONALES

1. La FRMF organise et coordonne les compétitions officielles qui se déroulent sur l'ensemble du territoire du Royaume.
2. Le Comité Directeur de la FRMF peut déléguer à la Ligue Nationale de Football Professionnel, à la Ligue Nationale de Football Amateur, aux Ligues régionales et aux Groupements, la compétence d'organiser des compétitions.

La FRMF organise ou peut organiser notamment les compétitions suivantes :

- a) Les championnats nationaux
- b) La Coupe du Trône
- c) La Coupe Hassan II
- d) La Coupe Mohammed V
- e) Le Trophée Moulay EL Hassan
- f) Le Trophée de la Ligue Nationale de Football Professionnel
- g) Le Trophée des Champions
- h) Les tournois et compétitions de préparation des équipes nationales
- i) Les compétitions inter-centres et académies de formation agréées par la FRMF

ARTICLE 72 : COMPETITIONS INTERNATIONALES

L'organisation de compétitions et de matches internationaux impliquant des équipes représentatives des Ligues, des Clubs et/ou des équipes improvisées incombe seulement à la FIFA, la CAF et la FRMF. Aucun match ni compétition ne peut avoir lieu sans autorisation préalable de la FIFA, de la CAF ou de la FRMF conformément aux Règlements FIFA et CAF des matches internationaux.

La FRMF est tenue de se conformer au calendrier international des matches fixé par la FIFA.

Tout match ou contact sportif de la FRMF, de ses Membres, joueurs, Officiels et agents de joueurs et de matches avec une association non membre de la FIFA ou des membres provisoires des confédérations ou leurs clubs nécessite l'accord de la FIFA.

Tout Club, Ligue, ou tout autre groupe de Clubs, affilié à la FRMF ne peut rejoindre une autre association membre de la FIFA ou participer à des compétitions sur le territoire de celle-ci qu'avec l'autorisation de la FRMF, de l'autre association membre, de la CAF et de la FIFA.

Tout Club, Ligue ou tout autre groupe de Clubs, affilié à la FRMF ne peuvent participer à des compétitions sur le territoire d'une autre association membre de la FIFA sans l'autorisation de la FRMF, de l'(des) autre(s) association(s) membre(s), de la FIFA et de la CAF conformément au Règlement des matches internationaux de la FIFA.

ARTICLE 73: DROITS DE LA FRMF

La FRMF est propriétaire exclusive, sans restriction de contenu, de temps, de lieu et de droit, de tous les droits pouvant naître des compétitions et autres manifestations relevant de son domaine de compétence.

Font notamment partie de ces droits les droits patrimoniaux en tous genres, les droits d'enregistrement, de reproduction et de diffusion audiovisuels, les droits multimédias, les droits de marketing et de promotion ainsi que les droits sur la propriété intellectuelle tels que les droits sur les signes distinctifs et les droits d'auteur.

Le Comité Directeur détermine le type d'exploitation et l'étendue de l'utilisation de ces droits et édicte des dispositions spéciales à cet effet.

Le Comité Directeur est libre de décider s'il entend exploiter ces droits seul ou avec des tiers, ou encore en déléguer l'exploitation à des tiers.

La Ligue nationale de football professionnel, la Ligue nationale de football amateur et les ligues régionales s'obligent à respecter la charte graphique de la FRMF dans leurs correspondances et sur tous ses supports de communication. Elles s'interdisent toute action, notamment commerciale, incompatible avec les engagements conclus par la FRMF. Celle-ci les informe, le cas échéant, dans les meilleurs délais de leurs obligations en la matière.

ARTICLE 74: AUTORISATION

Sauf délégation expresse, la FRMF est seule compétente pour autoriser la diffusion des matches et des manifestations relevant de son domaine de compétence sur des supports notamment audiovisuels et ce, sans restriction de lieu, de contenu, de date, de technique ou de droit.

ARTICLE 74-1 : OBLIGATION DE DISCRÉTION

Les membres des divers organes ou commissions de la FRMF sont tenus d'observer une discrétion absolue sur les informations, avis et études en cours, dont ils seraient amenés à avoir connaissance pendant les réunions. Ils sont en outre tenus de s'abstenir de toute déclaration publique avant que l'autorité compétente n'ait décidé de communiquer officiellement le résultat de ses travaux.

ARTICLE 74-2 : DÉMISSION

Pour démissionner de ses fonctions, le titulaire d'un mandat au sein d'un organe ou d'une commission de la FRMF doit adresser un courrier postal ou électronique explicite en ce sens au Président de la Fédération, au Secrétaire général ou au président de la commission ou de l'organe concerné.

La démission peut concerner toutes les fonctions ou bien seulement certaines d'entre elles.

ARTICLE 74-3 : VOTES ELECTRONIQUES

Le vote au moyen de procédés électroniques est autorisé, pourvu que les modalités techniques retenues permettent de respecter, en tant que de besoin, le caractère secret du scrutin ;

Les modalités techniques des opérations de vote sont décidées en temps utiles par le Comité Directeur après avis de la Commission électorale.

ARTICLE 75 : JOUEURS

Le statut des joueurs et les modalités de leurs transferts sont définis par le Comité Directeur de la FRMF conformément au règlement du statut et du transfert du joueur de la FIFA.

Les joueurs doivent être enregistrés conformément aux Règlements de la FRMF.

ARTICLE 76 : INFORMATION DES AUTORITÉS COMPETENTES

Le Président de la Fédération de la Fédération fait connaître dans les délais réglementaires, aux autorités compétentes :

- 1- Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale et les rapports financiers et de gestion qui sont communiqués chaque année aux Membres de la Fédération et au Ministère de tutelle chargé du sport.
- 2- Le rapport moral et financier qui est adressé chaque année au Ministère de tutelle chargé du sport.

ARTICLE 77 : CAS NON PREVUS ET DE FORCE MAJEURE

Le Comité Directeur peut prendre une décision définitive sur tous les cas non prévus dans les présents Statuts, en cas d'urgence résultant d'une cause extérieure ou en cas de force majeure. Ces décisions doivent être prises sur la base du Droit et de la Justice en prenant en compte la réglementation applicable de la FIFA et de la CAF.

ARTICLE 78 : REGLEMENTS GENERAUX

Les modalités de fonctionnement et d'organisation des organes de la Fédération sont fixées dans ses propres règlements. L'ensemble des règlements et codes de la FRMF forme un corpus désigné sous le terme « Règlements généraux ».

L'adhésion à la Fédération emporte de plein droit et obligatoirement adhésion à ses Statuts et à ses Règlements généraux.

La Fédération se référera, dans le cadre de la législation en vigueur, aux statuts et règlements de la FIFA pour toute question non traitée par les présents Statuts.

ARTICLE 79 : DISSOLUTION

La dissolution de la Fédération ne peut être prononcée que par une Assemblée Générale Extraordinaire convoquée spécialement à cet effet.

Pour que l'Assemblée Générale Extraordinaire de dissolution soit valable, il faut qu'elle réunisse au moins les trois-quarts (3/4) de l'ensemble des Délégués.

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale convoquée à cet effet, désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la Fédération.

L'actif net est attribué à une ou plusieurs associations analogues ou reconnues d'utilité publique, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 80 : ENTREE EN VIGUEUR

Les présents Statuts tels que modifiés et complétés ont été adoptés par l'Assemblée Générale le 23 juillet 2017. Ils abrogent et remplacent tous les précédents statuts de la FRMF et toutes dispositions contraires.

Le Secrétaire Général

Le Président